



## CHAPITRE 105

Loi constituant en corporation les Sœurs  
Servantes du Saint-Cœur de Marie

[Sanctionnée le 14 février 1962]

## CHAPTER 105

An Act to incorporate Les Sœurs Servan-  
tes du Saint-Cœur de Marie

[Assented to 14th February 1962]

Préam-  
bule.

**A**TTENDU que dame Maria Perreault, en religion Mère Sainte Agathe, supérieure générale de la congrégation religieuse Les Sœurs Servantes du Saint-Cœur de Marie, domiciliée à Beauport, a, par sa pétition, représenté :

Que la congrégation religieuse Les Sœurs Servantes du Saint-Cœur de Marie, ci-après appelée "la congrégation", et dont la maison généralice est dans la ville de Beauport, possède des institutions dans la Province de Québec;

Qu'elle a obtenu de la Législature de la Province de Québec, une loi constituant une corporation du nom de: "Institut des Sœurs Servantes du Saint-Cœur de Marie", soit la loi 57 Victoria, chapitre 88, loi que la Législature a amendée aux termes de la loi 8 Édouard VII, chapitre 144;

Que l'Institut des Sœurs Servantes du Saint-Cœur de Marie a, depuis sa constitution, poursuivi, en son nom, toutes les œuvres de la congrégation dans la Province de Québec;

Que les œuvres de la congrégation se sont développées considérablement, et elles ne cessent de progresser;

Que la structure de cette corporation, ses droits, pouvoirs et privilèges, ne répondent plus aux besoins actuels de la congrégation;

Qu'il est nécessaire de constituer une nouvelle corporation dont la structure, les droits, pouvoirs et privilèges, puissent répondre aux besoins de la congrégation,

**W**HEREAS Dame Maria Perreault, in religion Mother Sainte Agathe, superior general of the religious congregation Les Sœurs Servantes du Saint-Cœur de Marie, domiciled at Beauport, has, by her petition, represented:

That the religious congregation Les Sœurs Servantes du Saint-Cœur de Marie, hereinafter called "the congregation" and the mother house of which is in the town of Beauport, has institutions in the Province of Quebec;

That it obtained from the Legislature of the Province of Quebec an act creating a corporation called "Institut des Sœurs Servantes du Saint-Cœur de Marie", namely the act 57 Victoria, chapter 88, which the Legislature amended by the act 8 Edward VII, chapter 144;

That since its incorporation the Institut des Sœurs Servantes du Saint-Cœur de Marie has carried on in its name, all the activities of the congregation in the Province of Quebec;

That the activities of the congregation have greatly expanded and still continue to progress;

That the structure, rights, powers and privileges of such corporation no longer meet the present needs of the congregation;

That it is necessary to constitute a new corporation to replace the Institut des Sœurs Servantes du Saint-Cœur de Marie, with a structure, rights, powers and privi-

corporation qui succédera à l'Institut des Sœurs Servantes du Saint-Cœur de Marie;

Que l'Institut des Sœurs Servantes du Saint-Cœur de Marie a donné son accord à l'obtention de la présente loi, comme le constate la résolution en date du 7 décembre 1961, adoptée par son conseil;

Que Son Excellence Monseigneur Maurice Roy, archevêque catholique romain du diocèse de Québec dans lequel se trouve la maison mère de la congrégation, a donné son assentiment à la pétition ci-dessus mentionnée;

Attendu qu'il y a lieu de faire droit à la demande contenue dans ladite pétition;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

Constitu-  
tion en  
corpora-  
tion.

**1.** Est par la présente loi constituée une corporation, ci-après appelée "la corporation", sous le nom de "Les Sœurs Servantes du Saint-Cœur de Marie".

Siège  
social.

**2.** Le siège social de la corporation est en la ville de Beauport.

Membres.

**3.** Sont de droit membres de la corporation les personnes qui sont ou qui deviendront membres de la congrégation et qui sont ou qui seront attachées à une maison de la congrégation située en la Province de Québec, mais seulement tant qu'elles y demeurent ainsi attachées et qu'elles resteront membres de la congrégation.

Fins.

**4.** Les fins de la corporation sont la religion, la charité, l'enseignement, l'éducation et l'hospitalisation.

Pouvoirs.

**5.** La corporation a les pouvoirs, les droits et les privilèges des corporations ordinaires, et elle peut, en particulier,

a) avoir un sceau et le modifier à volonté;

b) ester en justice;

c) acquérir, établir, maintenir, administrer et gérer toute œuvre ou entreprise en relation avec ses fins;

d) acquérir, établir, posséder, maintenir, administrer et gérer des maisons d'éducation, établissements d'enseignement, résidences de religieuses, juvénats, noviciats, scolasticats, chapelles, centres récréatifs,

leges adaptés to the needs of the congregation;

That the Institut des Sœurs Servantes du Saint-Cœur de Marie has consented to the application for this act, as is evidenced by a resolution of its council dated December 7th 1961;

That His Excellency Monsignor Maurice Roy, Roman Catholic Archbishop of the diocese of Quebec where the mother house of the congregation is situated has approved the above mentioned petition;

Whereas it is expedient to grant the prayer contained in the said petition;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

**1.** A corporation, hereinafter called the "corporation", is created by this act under the name of "Les Sœurs Servantes du Saint-Cœur de Marie". Incorporation.

**2.** The corporate seat of the corporation shall be in the town of Beauport. Corporate seat.

**3.** The persons who are or shall become members of the congregation and who are or shall be assigned to a house of the congregation situated in the Province of Quebec shall be members of right, but only as long as they remain so assigned and remain members of the congregation. Members

**4.** The object of the corporation shall be religion, charity, instruction, education and hospitalization. Object.

**5.** The corporation shall have the powers, rights and privileges of ordinary corporations and may, in particular, Powers.

a. have a seal and alter it at will;

b. appear before the courts;

c. acquire, establish, maintain, administer and manage any work or undertaking related to its objects;

d. acquire, establish, possess, maintain, administer and manage educational and teaching establishments, residences for nuns, juvenates, novitiates, scholasticates, chapels, recreational centres, libraries,

bibliothèques, terrains de jeux, maisons de retraites, hôpitaux, hospices, refuges, maisons de repos, orphelinats, crèches, ouvroirs, asiles;

e) s'obliger et obliger autrui envers elle par tout mode légal, et spécialement par lettre de change, billet ou effet négociable;

f) emprunter de l'argent par tout mode reconnu par la loi;

g) hypothéquer ou nantir ses immeubles, donner en gage ou autrement grever d'une charge ses biens meubles pour garantir le remboursement de ses emprunts ou l'exécution de ses obligations;

h) émettre des obligations ou d'autres titres ou valeurs, et les vendre, les échanger, les nantir, ou les mettre en gage;

i) notwithstanding les dispositions du Code civil, hypothéquer, nantir ou mettre en gage, sans dépossession, des biens meubles et immeubles, présents et futurs, pour assurer le paiement des obligations ou valeurs émises, donner une partie seulement de ces garanties pour les mêmes fins, et constituer telle hypothèque, tel nantissement ou tel gage par acte de fidéicommis conformément à la Loi des pouvoirs spéciaux de certaines corporations (Statuts refondus, 1941, chapitre 280) ou à toute loi pouvant remplacer cette dernière;

j) placer ses fonds de toute manière jugée appropriée, soit en son nom, soit au nom de fiduciaires;

k) aider toute personne poursuivant une fin similaire à l'une ou l'autre des fins de la corporation, lui céder tout bien gratuitement ou contre valeur, lui prêter de l'argent, cautionner ou garantir ses obligations ou ses engagements;

l) accepter tout don, legs ou libéralité;

m) acquérir, posséder, administrer et aliéner tous biens, meubles ou immeubles, par tous les modes légaux et à tout titre;

n) établir et maintenir des cimetières ou des caveaux dans ses chapelles pour y déposer la dépouille mortelle de ses membres, de ses bienfaiteurs ou de toute personne liée à la corporation par quelque relation que ce soit, en se conformant à la Loi des inhumations et exhumations (Statuts refondus, 1941, chapitre 316) et tenir les registres de l'état civil constatant les

playgrounds, retreats, hospitals, hospices, refuges, rest homes, orphanages, crèches, workrooms, asylums;

e. bind itself and bind others towards it in any legal manner and especially by bill of exchange, note or other negotiable instrument;

f. borrow money by any method recognized by the law;

g. hypothecate or pledge its immovables, give in security or otherwise encumber its moveable property to secure the payment of its loans or the carrying out of its obligations;

h. issue bonds or other titles of indebtedness or securities, and sell, exchange, mortgage or pledge the same;

i. notwithstanding the provisions of the Civil Code, hypothecate, mortgage or pledge, while retaining possession thereof, moveable and immovable property, present and future, in order to secure the payment of the bonds or securities issued, give a part only of such guarantees for the same objects, and constitute such hypothec, mortgage or pledge by deed of trust in accordance with the Special Corporate Powers Act (Revised Statutes, 1941, chapter 280) or any act that may replace the latter;

j. invest its funds in any manner deemed suitable, either in its own name or in the name of trustees;

k. assist any person pursuing any object similar to any of its own, cede any property, gratuitously or for value, and make loans to such person, and secure or guarantee the obligations and engagements of such person;

l. accept any gift, legacy or other liberality;

m. acquire, possess, administer and alienate all moveable or immovable property, by all legal methods and under any title;

n. establish and maintain cemeteries or vaults in its chapels for the disposal of the mortal remains of its members, benefactors or any person connected in any way with the corporation, in conformity with the Burial Act (Revised Statutes, 1941, chapter 316) and keep registers of civil status recording the burials there made; the clergyman acting as Roman

inhumations qui y sont faites; le clerc exerçant la fonction d'évêque catholique romain du diocèse où se trouve le siège social de la corporation désigne le ministre du culte autorisé à tenir ces registres;

*o*) ériger, détenir, réparer, aménager, améliorer, transformer et utiliser toutes constructions et tous ouvrages utiles à la poursuite de ses fins, qu'il s'agisse d'immeubles dont la corporation est propriétaire ou d'immeubles dont elle a seulement la jouissance, et contribuer ou aider, de toute manière, à l'érection, à l'aménagement, et à l'entretien de tels ouvrages et constructions;

*p*) pourvoir à la formation, à l'instruction, à la subsistance, et à l'entretien de ses membres, des personnes à son service et de celles qui sont en relation avec elle;

*q*) disposer, à titre gratuit ou à titre onéreux, et à sa seule discrétion, de l'une ou l'autre de ses entreprises ou de ses œuvres;

*r*) conclure avec toute autorité publique des arrangements de nature à aider la corporation à poursuivre ses fins, les mettre en œuvre, exercer les droits et privilèges qui en résultent et remplir les obligations qui en découlent;

*s*) approuver, demander et obtenir tout statut, ordonnance, ordre, règlement ou autorisation ou disposition législative ou administrative, qui serait de nature à lui profiter, directement ou indirectement, et s'opposer à toute procédure ou demande qui pourrait être de nature à lui nuire directement ou indirectement;

*t*) conclure avec toute personne, société ou corporation exploitant ou se proposant d'exploiter des entreprises, des œuvres ou des affaires qui peuvent lui être profitables, des conventions établissant les termes et les modalités de l'association de la corporation avec ces personnes; faire partie de tout groupe, devenir membre de toute association ou corporation, ou devenir actionnaire de toute compagnie exploitant des entreprises, des œuvres ou des affaires qui peuvent aider la corporation à exercer ses pouvoirs;

*u*) s'associer à toute corporation qui s'adonne à des entreprises, des œuvres ou des affaires qui présentent quelque relation avec les fins de la corporation.

Catholic Bishop of the diocese where the corporate seat of the corporation is situated shall appoint the officiating minister authorized to keep such registers;

*o*. erect, hold, repair, equip, improve, transform and utilize any buildings and works suitable for the pursuit of its objects whether the corporation owns the immovables concerned or has only the enjoyment thereof; and contribute to or aid in any manner in the erection, equipment and maintenance of such works and buildings;

*p*. provide for the education, instruction, sustenance and support of its members, of persons in its service, and of those connected with it;

*q*. dispose, by gratuitous or onerous title, and at its sole discretion, of any of its undertakings or works;

*r*. make with any public authority arrangements calculated to further the pursuit of the ends of the corporation, carry out the same and exercise the rights and privileges and fulfil the obligations resulting therefrom;

*s*. approve, solicit and obtain any statute, ordinance, order, regulation or authorization or provision, legislative or administrative, which may seem calculated to benefit it directly or indirectly and oppose any proceeding or application of such a nature as directly or indirectly to prejudice its interests;

*t*. make with any person, society or corporation carrying on or intending to carry on enterprises, works or activities which may be advantageous to it, agreements as to the terms and conditions of association by the corporation with such persons; join any group or become a member of any association or corporation or become a shareholder of any company pursuing undertakings, works or activities calculated to assist it in the exercise of its powers;

*u*. associate itself with any corporation pursuing undertakings, works or activities connected with its objects.



Biens en  
surplus.

**6.** La corporation doit disposer dans un délai raisonnable des immeubles qui, pendant une période de sept années consécutives, n'auront pas été utilisés pour la poursuite de ses fins.

**6.** The corporation must dispose, within a reasonable time, of immovables which, for a period of seven consecutive years, have not been used for the pursuit of its objects.

Surplus  
immovables.Règle-  
ments.

**7.** La corporation peut, au besoin, et pourvu qu'elle en ait obtenu l'autorisation préalable de son conseil de consultants, dont il est question ci-après, adopter des règlements à l'effet d'établir, de modifier et d'abroger des dispositions concernant

**7.** The corporation may, if need be and provided it has previously obtained the authorization of its council of advisers hereinafter mentioned, make by-laws enacting, amending and repealing provisions respecting

By-laws.

- a) sa régie interne;
- b) la nomination, les fonctions, les devoirs, et les pouvoirs de ses officiers, agents et serviteurs;
- c) la constitution, la nomination et la régie de comités exécutifs, de comités spéciaux, d'organismes, de titulaires qui peuvent être constitués ou nommés pour la poursuite de ses fins;
- d) la gestion, l'administration, l'usage et la disposition de ses biens, de ses œuvres et de ses entreprises;
- e) la poursuite de ses fins.

- a. its internal management;
- b. the appointment, functions, duties and powers of its officers, agents and servants;
- c. the constitution, appointment and management of executive committees, special committees, boards or officers who or which may be constituted or appointed for the pursuit of its objects;
- d. the management, administration, use and disposal of its property, works and undertakings;
- e. the pursuit of its objects.

Fonda-  
tions.

**8.** La corporation peut accepter des fondations pour des fins religieuses, charitables, éducatives, ou d'assistance, et, par conséquent, recevoir à titre de dépositaire légal ou de ministre fiduciaire, de légataire ou de donataire, les biens donnés ou transmis par donation, testament ou autre mode de transmission par le fondateur, et s'obliger à exécuter les charges établies par ce dernier, la corporation n'étant tenue de leur exécution que sur les biens de la fondation et non sur son patrimoine personnel.

**8.** The corporation may accept endowments for religious, charitable, educational or welfare purposes and consequently receive, as legal depository, fiduciary agent, legatee or donee, the property given or transferred by gift, will or otherwise by the founder, and bind itself to carry out the charges established by the latter, the corporation being bound to carry out the same with the property of the endowment only and not with its personal assets.

Endow-  
ments.Patri-  
moine  
distinct.

Les biens de chaque fondation forment un patrimoine distinct qui doit être géré et administré distinctement et pour lequel la corporation doit tenir une comptabilité distincte. La corporation exerce sur chacun de ces patrimoines les droits du propriétaire absolu, et elle peut employer un sceau particulier pour chacun.

The property of each endowment shall constitute a distinct patrimony which must be managed and administered separately, and for which the corporation shall keep separate accounts. The corporation shall exercise the rights of absolute owner in respect of each such patrimony and may use a special seal for each.

Distinct  
patrimo-  
nies.Autorisa-  
tion d'ac-  
cepter  
fonda-  
tions.

La corporation doit être spécialement autorisée par le clerc exerçant la fonction d'évêque catholique romain du diocèse dans lequel se trouve le siège social de la corporation, avant d'accepter de telles fondations; elle ne peut placer les biens

The corporation must be specially authorized by the clergyman acting as Roman Catholic Bishop of the diocese where the corporate seat of the corporation is situated before accepting such endowments; it may invest the property

Authori-  
zation to  
accept  
endow-  
ments.

de ces fondations qu'avec l'autorisation de ce clerc, et elle doit les administrer sous sa surveillance.

thereof only with the authorization of such clergyman and must administer the same under his supervision.

Dots.

**9.** Les dots constituées par ses membres, ou pour ses membres, tant qu'elles ne sont pas devenues la propriété définitive de la corporation, sont considérées comme des fondations faites sous le régime de l'article précédent.

**9.** Settlements constituted by or for its members, as long as they have not become the permanent property of the corporation, shall be considered as endowments made under the preceding section.

Change-  
ment de  
nom.

**10.** La corporation peut, du consentement de son conseil de consultants et avec l'autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil, changer son nom corporatif.

**10.** The corporation, with the consent of its council of advisers and the authorization of the Lieutenant-Governor in Council, may change its corporate name.

Change-  
ment de  
siège so-  
cial.

La corporation, du consentement de son conseil de consultants, peut changer le lieu de son siège social, qui doit toujours cependant demeurer dans la province de Québec.

The corporation, with the consent of its council of advisers, may change the place of its corporate seat, which however must always remain in the Province of Quebec.

Avis.

La corporation doit, aussitôt que possible, donner avis du changement au secrétaire de la Province et faire publier l'avis dans la *Gazette officielle de Québec*.

The corporation must as soon as possible give notice of the change to the Provincial Secretary and cause the notice to be published in the *Quebec Official Gazette*.

Fonds  
d'amortis-  
sements.

**11.** La corporation doit pourvoir à un fonds d'amortissement pour toute émission de bons, d'obligations ou de valeurs qu'elle peut effectuer et qui n'est pas remboursable par annuités.

**11.** The corporation must provide for a sinking-fund for any issue of bonds, debentures or securities which it may make and which is not payable by annual instalments.

Copie  
d'acte de  
fiducie.

La corporation doit garder à son siège social une copie authentique de tout acte de fiducie qu'elle a passé, et toute personne intéressée peut au besoin et sans frais en prendre communication et même en prendre des extraits.

The corporation must keep at its corporate seat an authentic copy of every trust deed to which it has become a party, and any person interested may refer to such copy and even make extracts therefrom at any time and without cost.

Services  
des mem-  
bres.

**12.** Tout membre de la corporation peut mettre ses activités au service de cette dernière et en arrêter par convention les conditions, et une telle convention produit ses effets nonobstant toute loi à ce contraire, tant et aussi longtemps que le membre fait partie de la corporation.

**12.** Any member of the corporation may devote her activities to the service of the corporation and establish by contract the conditions thereof and such contract shall have effect notwithstanding any law to the contrary, as long as she is a member of the corporation.

Désigna-  
tion des  
membres.

**13.** Tout membre de la corporation peut se désigner et être désigné sous le nom qu'il porte en religion.

**13.** Any member of the corporation may designate herself and be designated by the name she bears in religion.

Droits des  
membres  
restreints.

**14.** Aucun membre de la corporation ne peut en demander la dissolution ; il ne peut non plus réclamer de la corporation, s'il cesse d'en être membre, de rétribution, de salaire ou d'indemnité en raison du tra-

**14.** No member of the corporation can demand its dissolution or claim from it, on ceasing to be a member thereof, any remuneration, salary or indemnity for work done for the corporation or

vail qu'il a accompli pour la corporation ou des services qu'il lui a rendus, pendant qu'il en était membre.

services rendered to it while she was a member thereof.

Droits  
civils  
des mem-  
bres.

**15.** La corporation représente ses membres et peut en son nom mais pour leur bénéfice, exercer leurs droits civils se rapportant aux biens qu'ils peuvent posséder ou acquérir; elle peut tant en demande qu'en défense ou en toute autre qualité

**15.** The corporation represents its members and may in its name, but for their benefit, exercise their civil rights respecting the property they may own or acquire; it may, either as plaintiff or as defendant or in any other capacity

Civil  
rights of  
members.

a) exercer en justice leurs recours;

a. exercise their judicial recourse;

b) de sa propre autorité et en tout état de cause, reprendre l'instance instituée par eux, et malgré leur capacité de la continuer.

b. of its own motion and at any stage of the proceedings, continue any suit commenced by them, despite their capacity to continue the same.

Recours  
permis.

La corporation peut aussi exercer à son bénéfice et conjointement avec les autres bénéficiaires, s'il en existe, les recours établis par la loi au cas de décès accidentel de ses membres.

The corporation may also exercise for its benefit and in conjunction with the other beneficiaries, if any, such recourses as are provided by law in case of the accidental death of its members.

Recourse  
permitted.

Exercice  
des droits  
et pou-  
voirs.

**16.** Les droits et pouvoirs de la corporation sont exercés par la religieuse qui remplit la charge de supérieure générale de la congrégation.

**16.** The rights and powers of the corporation shall be exercised by the nun holding the office of superior general of the congregation.

Exercise  
of rights  
and  
powers.

Autorisa-  
tion re-  
quise.

Cependant la corporation doit être préalablement autorisée par son conseil de consultants pour exercer son pouvoir de réglementation établi à l'article 7 ou pour poser les actes au sujet desquels la présente loi ou les règlements de la corporation exigent une autorisation du genre.

The corporation must however previously be authorized by its council of advisers to exercise the power to make by-laws enacted in section 7 or to perform any acts which, by this act or the by-laws of the corporation, are subject to such authorization.

Authori-  
zation  
required.

Conseil de  
consul-  
teurs.

Sont membres du conseil de consultants les religieuses exerçant à l'occasion la fonction de membre du conseil de la supérieure générale de la congrégation, ainsi que les membres qui seront à l'occasion désignés comme consultants par la corporation conformément à ses règlements.

The nuns acting for the time being as members of the council of the superior general of the congregation, as well as the members appointed from time to time as advisers by the corporation in accordance with its by-laws, shall be members of the council of advisers.

Council  
of ad-  
visers.

Déclara-  
tion.

**17.** La corporation doit produire au greffe de la Cour supérieure du district judiciaire dans lequel se trouve son siège social une déclaration contenant les renseignements énumérés au paragraphe 2 de l'article 2 de la Loi des déclarations des compagnies et des sociétés (Statuts révisés, 1941, chapitre 277); la corporation doit aussi faire une déclaration de même nature dans les cas énumérés au paragraphe 4 du même article.

**17.** The corporation shall file in the office of the Superior Court of the judicial district where its corporate seat is situated a declaration, containing the information provided for in subsection 2 of section 2 of the Partnership Declaration Act (Revised Statutes, 1941, chapter 277); the corporation shall also make a similar declaration in the cases contemplated in subsection 4 of the same section.

Declara-  
tion.

**Registres.** 18. La corporation doit tenir à son siège social un ou plusieurs registres contenant

- a) une copie de la présente loi;
- b) les règlements de la corporation adoptés en exécution des pouvoirs conférés par la présente loi;
- c) les nom, prénoms, nationalité, adresse et fonction de chacun des membres de la corporation, son nom en religion, la date de son admission et celle où il a cessé de l'occuper;
- d) les nom et prénoms de chaque membre exerçant la fonction de supérieure générale de la congrégation, la date du début de sa fonction et celle de la fin de sa fonction;
- e) les nom, prénoms et fonction de chaque membre du conseil des consultants de la corporation, la date du début de sa fonction et celle de la fin de sa fonction;

f) un résumé des dispositions des fondations que la corporation a acceptées sous le régime établi à l'article 8;

g) la liste des dettes garanties par hypothèque sur ses immeubles, la mention de la somme capitale de chacune d'elles, une description sommaire des immeubles hypothéqués et la mention des nom et adresse du créancier et, s'il s'agit d'émission de bons, d'obligations ou d'autres valeurs, la mention du nom du fiduciaire.

**Preuve.** Ces registres font preuve *prima facie* de ce qui y est énoncé ; il en est de même des extraits revêtus du sceau de la corporation et certifiés par la secrétaire de la corporation.

**Extraits.** Toute personne intéressée peut en prendre communication et en obtenir, à ses frais, des extraits certifiés.

**Certificat de membre.** 19. Un certificat du chancelier de l'archevêché de Québec, ou, suivant le cas, du diocèse dans lequel se trouve le siège social de la corporation, constitue à toutes fins, la preuve que telle personne déterminée est membre de la corporation ou fait partie de son conseil de consultants ou exerce une fonction à laquelle s'applique la présente loi ou les règlements de la corporation.

**Dissolution.** 20. Le secrétaire de la province, à la requête de la corporation approuvée par

18. The corporation must keep at its corporate seat one or more registers containing

- a. a copy of this act;
- b. the by-laws of the corporation made in the exercise of the powers conferred by this act;
- c. the surname, Christian names, nationality, address and occupation of every member of the corporation, her name in religion, the date of her admission and the date when she ceased to be so occupied;
- d. the surname and Christian names of every member holding the office of superior general of the congregation, the date of her entry into office and the date when she ceased to hold it;
- e. the surname, Christian names and occupation of every member of the council of advisers of the corporation, the date of her entry into office and the date when she ceased to hold it;

f. a summary of the provisions of the endowments accepted by the corporation under section 8;

g. a list of the debts secured by hypothec on its immoveables, indicating for each the principal sum, a summary description of the immoveables hypothecated and the name and address of the creditor or, as regards issues of bonds, debentures or other securities, the name of the trustee.

Such registers shall make *prima facie* proof of their contents, as shall extracts bearing the seal of the corporation and certified by its secretary. **Evidence.**

Any person interested may consult them and obtain certified extracts therefrom at his own expense. **Extracts.**

19. A certificate of the chancellor of the archbishopric of Quebec or of the diocese where the corporate seat of the corporation is situated, as the case may be, shall constitute proof for all purposes that such a person is a member of the corporation or is a member of its council of advisers or holds an office to which this act or the by-laws of the corporation are applicable. **Certificate of membership.**

20. The Provincial Secretary, upon petition by the corporation approved by

**Dissolution.**



son conseil de consultants et par le clerc exerçant à l'occasion la fonction d'évêque catholique romain du diocèse dans lequel se trouve le siège social de la corporation, peut déclarer la corporation dissoute; la dissolution ne prend effet qu'à compter du sixantième jour de la publication d'un avis à cet effet dans la *Gazette officielle de Québec*. Au cas de dissolution, les biens de la corporation, après paiement de ses dettes et exécution de ses obligations, sont dévolus à l'évêque catholique romain de ce diocèse.

its council of advisers and by the clergyman acting for the time being as Roman Catholic Bishop of the diocese where the corporate seat of the corporation is situated, may declare the corporation dissolved; such dissolution shall take effect only from the sixtieth day following the publication of a notice to that effect in the *Quebec Official Gazette*. In the case of dissolution, the property of the corporation, after payment of its debts and the carrying out of its obligations, shall revert to the Roman Catholic Bishop of such diocese.

Dons autorisés.

**21.** Nonobstant toute disposition législative contraire ou incompatible, les corporations constituées en vertu des lois de la province sont habilitées à faire à la corporation les donations qu'elles jugent convenables et à exécuter les engagements que pourraient comporter ces donations et ce, afin d'aider la corporation à défrayer le coût de construction et d'entretien de ses établissements, dépendances et succursales, pourvu qu'il en soit ainsi décidé par les administrateurs, à la majorité des voix et au cours d'une assemblée des administrateurs, qui aura été convoquée à cette fin et à laquelle il y aura quorum.

**21.** Notwithstanding any contrary or incompatible legislative provision, corporations constituted under the laws of the province are empowered to make to the corporation such gifts as they deem expedient and to carry out the commitments implied by such gifts, and this in order to assist the corporation to defray the cost of construction and maintenance of its establishments, dependencies and branches, provided that it be so decided by the directors by a majority vote at a meeting of directors called for such purpose at which a quorum is present.

Gifts authorized.

1894, c. 88, ab.

**22.** La loi 57 Victoria, chapitre 88, amendée par la loi 8 Édouard VII, chapitre 144, est abrogée. Par conséquent, la corporation "Institut des Sœurs Servantes du Saint-Cœur de Marie", constituée par cette loi est dissoute.

**22.** The act 57 Victoria, chapter 88, amended by the act 8 Edward VII, chapter 144, is repealed. Accordingly, the "Institut des Sœurs Servantes du Saint-Cœur de Marie" constituted by such act is dissolved.

1894, c. 88, repealed.

Succes-sion.

La corporation constituée par la présente loi succède à la corporation dissoute. Elle est saisie et déclarée propriétaire des biens de la corporation dissoute et elle est tenue de ses dettes et de ses obligations; toute disposition de biens faite en faveur de la corporation dissoute et toute procédure qui aurait pu être commencée par la corporation dissoute ou contre elle peut être valablement commencée ou continuée par la corporation constituée par la présente loi ou contre elle.

The corporation constituted by this act succeeds the dissolved corporation, is seized and declared owner of the property of the dissolved corporation and is responsible for its debts and obligations; all dispositions of property made in favour of the dissolved corporation and all proceedings which might have been commenced by or against such dissolved corporation may be validly commenced or continued by or against the corporation constituted by this act.

Succes-sion.

Enregistrement.

La corporation doit faire enregistrer suivant la loi d'enregistrement, aux bureaux des divisions d'enregistrement dans lesquelles se trouvent ses immeubles, une déclaration constatant la transmission

The corporation shall cause to be registered in conformity with the law respecting registration, in the offices of the registration divisions where its immovables are situated, a declaration set-

Registration.

de biens qui résulte de la présente loi et comportant la description des immeubles qui se trouvent ainsi transportés à la corporation.

ting forth the transmission of property resulting from this act and describing the immoveables so transmitted to the corporation.

Constitu-  
tion de  
subsidi-  
aires.

**23.** Le lieutenant-gouverneur, à la requête de la corporation, peut émettre sous le grand sceau de la Province, des lettres patentes constituant en corporation pour les fins décrites à l'article 4 ou pour l'une ou plusieurs d'icelles, avec les droits, pouvoirs et privilèges mentionnés en la requête et aux conditions y énoncées, toute maison, province, conseil, comité, titulaire, organisme ou œuvre de la congrégation; un avis de l'émission de telles lettres patentes doit être publié dans la *Gazette officielle de Québec*.

Requête.

La requête doit établir la fin ou les fins de la corporation, son siège social, les pouvoirs, droits et privilèges mentionnés en la présente loi dont elle jouira, les règles pour l'exercice de ses pouvoirs et pour la désignation de son membre ou, selon le cas, de ses administrateurs et de ses membres ainsi que de son visiteur.

Change-  
ment de  
fins, etc.

Le lieutenant-gouverneur, à la requête d'une corporation constituée sous le régime du présent article et autorisée par son visiteur, peut par lettres patentes supplémentaires modifier les fins et pouvoirs de telle corporation ainsi que les règles établies pour leur exercice; avis de l'émission de ces lettres patentes est aussi publié dans la *Gazette officielle de Québec*.

Dissolu-  
tion.

Le secrétaire de la province, à la requête d'une corporation constituée sous le régime du présent article autorisée par son visiteur ou, si elle n'en a pas, par la religieuse exerçant la fonction de supérieure générale de la congrégation, peut déclarer telle corporation dissoute; cette dissolution ne prend effet qu'à compter du sixième jour de la publication d'un avis à telle fin dans la *Gazette officielle de Québec*. Au cas de dissolution, les biens de telle corporation, après exécution de ses obligations, sont dévolus à la corporation constituée par la présente loi.

Succes-  
sion.

**24.** Le lieutenant-gouverneur, à la requête de la corporation constituée par la présente loi, peut, par les lettres patentes constituant une corporation sous le régime de l'article précédent, décréter que telle

**23.** The Lieutenant-Governor, upon petition by the corporation, may issue letters patent under the great seal of the province incorporating, for the purposes mentioned in section 4 or for one or more of the same, with the rights, powers and privileges mentioned in the petition and on the conditions therein mentioned, any house, province, council, committee, officer, board or undertaking of the congregation; notice of the issuing of such letters patent shall be published in the *Quebec Official Gazette*.

Incorpo-  
ration of  
subsidi-  
aries.

The petition shall state the object or objects of the corporation, its corporate seat, the powers, rights and privileges mentioned in this act which it is to possess, the rules for the exercise of its powers and for the appointment of its member or members, as the case may be, and of its administrators and its visitor.

Petition.

The Lieutenant-Governor, upon the petition of a corporation incorporated under this section and authorized by its visitor, may by supplementary letters patent alter the objects and powers of such corporation as well as the rules established for exercising the same; notice of the issuing of such letters patent shall also be published in the *Quebec Official Gazette*.

Change of  
objects,  
etc.

The Provincial Secretary, upon the petition of a corporation incorporated under this section and authorized by its visitor or, if it has no visitor, by the nun acting as superior general of the congregation, may declare such corporation dissolved; such dissolution shall take effect only from the sixtieth day following the publication of a notice to that effect in the *Quebec Official Gazette*. In case of dissolution, the property of such corporation, after the carrying out of its obligations, shall revert to the corporation incorporated by this act.

Dissolu-  
tion.

**24.** The Lieutenant-Governor, upon petition by the corporation incorporated by this act, may by the letters patent incorporating a corporation under the preceding section, enact that such corpo-

Succes-  
sion.

corporation succède à une corporation alors existante, et déclarer cette dernière dissoute, pourvu que cette dernière y ait consenti par son administrateur ou ses administrateurs.

Succes-  
sion.

Le lieutenant-gouverneur, à la requête d'une corporation constituée sous le régime de l'article précédent et avec l'assentiment de son visiteur ou, si elle n'en a pas, avec celui de la religieuse exerçant la fonction de supérieure générale de la congrégation, peut édicter une disposition semblable en faveur de la corporation requérante et la faire succéder à une corporation semblable qui y a donné son assentiment par son administrateur ou ses administrateurs.

Transfert  
des droits,  
etc.

De la date d'émission de ces lettres patentes, la corporation qui succède à la corporation dissoute est saisie de tous ses droits, biens et privilèges et elle est tenue de toutes ses obligations; toute disposition de biens faite en faveur de la corporation dissoute est considérée faite à la corporation qui lui succède et toute procédure qui aurait pu être commencée par la corporation dissoute ou contre elle peut être valablement commencée ou continuée par la corporation qui lui succède ou contre elle.

Enregist-  
rement.

La corporation qui succède doit faire enregistrer, suivant la loi d'enregistrement, aux bureaux des divisions d'enregistrement dans lesquelles se trouvent ses immeubles, une déclaration constatant la transmission d'immeubles, résultant de la présente loi et des dispositions de ses lettres patentes et comportant la description des immeubles ainsi transmis.

Entrée en  
vigueur.

**25.** La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

ration succeeds a corporation existing at such time and declare the latter dissolved, provided the latter has agreed thereto by its director or directors.

The Lieutenant-Governor, upon petition by a corporation incorporated under the preceding section, with the consent of its visitor or, if it has no visitor, with that of the nun acting as superior general of the congregation, may enact the same provision in favour of the corporation which made the petition and cause it to succeed a similar corporation which has agreed thereto by its director or directors.

Succes-  
sion.

From the date of issue of such letters patent, the corporation succeeding the corporation dissolved shall be vested with all its rights, property and privileges and bound by all its obligations; any disposition of property made in favour of the corporation dissolved shall be considered as made in favour of the corporation succeeding it and all proceedings commenced by or against the corporation dissolved may validly be commenced or continued by or against the corporation succeeding it.

Transfer  
of rights,  
etc.

The succeeding corporation shall cause to be registered in conformity with the laws of registration, at the offices of the registration divisions where its immovables are situated, a declaration showing the transfer of immovables resulting from this act and the provisions of its letters patent and describing the immovables so transferred.

Registra-  
tion.

**25.** This act shall come into force on the day of its sanction.

Coming  
into force.